

Les élections européennes se dérouleront dans moins d'une quinzaine de jours et le moins que l'on puisse dire, c'est que la campagne ne passionne guère les foules, et ce qui est vrai en France l'est aussi chez nos voisins membres de l'Union Européenne, fusse pour quelques semaines seulement encore... Le Royaume-Uni enverra, si l'on en croit les sondages, une majorité de députés favorables au Brexit, ce qui relativise fortement les discours évoquant une « foucade » référendaire en juin 2016. En France, en revanche, les élections confirmeront sans doute la complexité du paysage politique malgré la tentative présidentielle de ramener le débat à une simple confrontation entre « nationalistes » et « progressistes », des termes dont il serait pourtant bien utile de rappeler et de préciser les définitions, les contours et les ambiguïtés. Mais cette confrontation, qui ressemble plutôt à un dialogue de sourds, se fait sans joie ni émoi particulier : l'abstention dominera sans n'avoir aucune influence concrète, comme c'est le cas depuis une trentaine d'années pour ce scrutin. « Les absents ont toujours tort », dit le proverbe, mais les suffrages exprimés sont-ils plus écoutés au-delà des commentaires du soir et du lendemain ?



Et pourtant ! Je me souviens de l'engouement qu'avaient suscité les premières élections de l'assemblée européenne au suffrage universel. Les grandes affiches du dessinateur Folon présentant une Europe prenant son envol comme un grand oiseau côtoyaient celles valorisant la statue de la victoire de Samothrace tandis que l'enthousiasme saisissait les partis qui semblaient trouver dans l'idéal européen un nouveau souffle. C'était une « première fois » pleine de promesses et d'illusions : la réalité étouffera vite l'espoir, et les maux de la démocratie représentative, déjà présents au niveau des nations européennes, se reproduiront à l'échelle de ce que l'on n'appellera l'Union Européenne qu'à partir de 1993. Le rejet du traité constitutionnel européen en 2005 par les électeurs français et néerlandais (pour des raisons d'ailleurs fort différentes), puis son contournement par les gouvernements et les parlements des pays européens, finiront de discréditer la démocratie européenne aux yeux des électeurs, et éloigneront un peu plus les Français des urnes, en un divorce marquant entre le pays réel et le pays électoral, ce « pays légal » dont la base se rétrécit sans qu'il s'en inquiète, préservé par le système lui-même dont « l'inertie » assure la survie quelles que soient les alternances ou les surprises politiciennes... L'arrivée d'un président « inattendu » à la tête de la République française en mai 2017 n'a fondamentalement rien changé au système en place, et « le nouveau monde » ressemble furieusement à « l'ancien », en ce domaine, avec quelques vagues nuances.

Les élections du 26 mai prochain verront en tout cas s'affronter trente-quatre listes de toutes les tendances possibles, y compris royaliste, sans que l'on sache vraiment si les débats les plus nécessaires seront abordés, et si les idées évoquées, bonnes ou mauvaises, dépasseront le petit cercle des commentateurs politiques et celui, moins restreint, des militants des listes en lice. Peut-on se satisfaire de ce constat ? Je ne crois pas, et il me semble, qu'une fois de plus, il faudra emprunter des chemins de traverse pour retrouver la voie de la passion politique, celle qui bouscule et qui fonde, celle qui peut ouvrir des perspectives, non pour le mandat court d'un député européen, mais pour les générations qui sont, qui viennent et qui viendront. Il est des enjeux que l'on ne peut méconnaître : autour du souci environnemental et de ses diverses déclinaisons ; autour de la grande question de la guerre et de la paix (les deux ne pouvant être disjointes) ; autour de la pérennité et de la transmission renouvelée d'une civilisation française qui ne peut être figée sous peine de disparaître, et du dialogue incessant avec les civilisations voisines ; autour de la place et du rôle des hommes dans le processus économique et de leurs implications sociales ; etc. Autant d'enjeux qui, aujourd'hui, ne sont qu'effleurés (dans le

meilleur des cas) quand ils devraient irriguer les réflexions et les projets des listes et des candidats au Parlement européen, même s'il faut bien reconnaître que celui-ci n'a guère d'autre pouvoir que de discuter des textes préparés ailleurs et par d'autres, et de les voter ou de les refuser... Mais qu'importe ? Le débat électoral n'est-il pas là, justement, pour dépasser les seules contingences électorales et évoquer d'autres fondations possibles ?



Les royalistes sont gens de longue mémoire, et, s'ils peuvent paraître encore loin de peser sur les débats en cours, il ne leur est pas interdit de réfléchir et de proposer, autant lors de la joute électorale que dans ses prolongements et ses éloignements. L'Europe, ou ce que l'on appelle ainsi, mérite, au-delà des polémiques, un vrai engagement politique, non pour seulement la défaire ou la défendre, mais pour en concevoir, sans *a priori* les formes les meilleures pour relever les défis de l'actualité comme de « l'avenir que tout esprit bien né souhaite à sa patrie » et aux générations qui y vivent et la poursuivent par leurs actions et combats. Elle ne peut négliger ce qui fonde aujourd'hui l'enracinement des familles et des personnes, et que l'on nomme « les nations » qui, disons-le sans peur, peuvent se conjuguer sans se confondre.

